

De la guerre idéologique contre le bolivarianisme.

Jean ORTIZ,
Université de PAU.

Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde*, s'irritait lorsqu'on lui parlait de l'objectivité de l'information. « *L'objectivité n'existe pas, grommelait-il. L'honnêteté, oui ! Toute information [...] résulte d'un choix*¹ ».

Il y a une vingtaine d'années, les médias dominants savouraient la victoire : le monde entraînait dans l'ère « heureuse » de la mondialisation. Débarrassé du communisme, le libéralisme devait assurer le bonheur planétaire. L'expansion mondiale du marché configurait un nouvel ordre international de concurrence illimitée, de libre-échange débridé. Le néo-libéralisme s'érigait en horizon indépassable de l'humanité et « l'occident civilisateur » redevenait monde, en charge de l'unification planétaire par le marché, et par une « pensée unique » globalisante, réductrice d'altérités. A partir de 2001, la théorie prônée par le président Bush, du « conflit de civilisations », assimilait « l'autre », le différent, le syndicaliste, le « cocalero », le musulman ... à un péril terroriste. Toute critique de la pensée unique relevait dès lors du dogmatisme, du nationalisme, du populisme, du totalitarisme...

Depuis une dizaine d'années, on assiste en Amérique latine, jadis chasse gardée de Washington, à un retournement de conjoncture. L'épuisement du néo-libéral « consensus de Washington » et l'élection de Hugo Chavez en 1998, ont ouvert une étape d'émergence de nouveaux d'acteurs sociaux, d'expériences politiques inédites, qui mettent en cause l'hégémonie de Washington et les structures de domination. L'essor de ces mouvements émancipateurs mobilise les médias ; ils s'acharnent contre les protagonistes des changements. Dans tous les pays latino-américains comme européens, les principaux médias appartiennent à de riches propriétaires, à de grands groupes capitalistes. Ils se substituent désormais aux

¹ WOODROW, Alain, *Information Manipulation*, Paris, Ed. du Félin, 1991, p. 165.

partis politiques traditionnels, souvent discrédités, et se livrent à une guerre médiatique contre quiconque conteste le système dominant. Cette croisade idéologique, afin de pérenniser l'ordre social existant, utilise et produit de dangereuses grilles de lecture, des concepts manichéens et néo-colonialistes. Elle reflète une guerre de basse intensité contre les gouvernements progressistes, au nom d'une sorte de « moi occidental », arrogant et dominateur. Au moment où l'Amérique latine est devenue un laboratoire d'expériences sociales et politiques novatrices, la grille médiatique dominante réduit des processus inédits à des resucées du « modèle cubain », à des « totalitarismes populistes », niant toute spécificité historique. L'étude contextualisée des changements en cours met à nu la manipulation médiatique.

Il aura fallu trois insurrections populaires en Equateur (1997- 2000- 2005), deux en Bolivie (2003- 2005), une en Argentine (2001) pour chasser des gouvernements ultra-libéraux répressifs et corrompus. En Bolivie et en Equateur, des mouvements populaires vigoureux ont engagé des « révolutions citoyennes » et mis en place un « modèle participatif », plutôt que représentatif et délégitif². Ces révolutions naissent d'une refondation de la gauche ; « *elles empruntent à différentes sources idéologiques : théologie de la libération, nationalisme, jacobinisme, marxisme, indigénisme, en les combinant souvent les unes aux autres*³ ». Quoi de plus normal donc que les oligarchies mobilisent tous leurs moyens médiatiques afin de contenir les changements sociaux, pourtant ratifiés par le suffrage universel. Victor Hugo disait : « *La liberté de la presse à côté du suffrage universel, c'est la pensée de tous éclairant le gouvernement de tous. Attenter à l'une, c'est attenter à l'autre*⁴ ».

Les chiens de garde du néo-libéralisme

L'information sur l'Amérique latine est tributaire d'une poignée de grandes agences de presse occidentales (AP, UPI, Reuters, EFE, AFP). Un quarteron de multinationales de télécommunication se sont approprié le marché des médias devenu une sorte de *latifundium* médiatique, concentré entre les mains d'une poignée de multimilliardaires. Ils traitent l'information comme une marchandise à rentabiliser, donc à formater et à « matraquer ». La mondialisation financière a besoin d'une pensée intangible et consensuelle : « *une fois qu'un consensus est établi, il fonctionne comme une censure*⁵ ». Les médias tournent pour ainsi dire

² BORON, Atilio, *Le volcan latino-américain*, Dir. Franck Gaudichaud, Paris, Ed. Textuel, 2008, p. 391.

³ MELENCHON, Jean-Luc, « La nouvelle donne latino-américaine » in *La Revue socialiste*, Paris, Ed. Solfé communications, avril-mai 2007, n°27.

⁴ « Qui possède les médias ? », <http://socio13.worldpress.com/2010/03/30>

⁵ RAMONET, Ignacio, *Cuba sí*, Paris, 1^{er} trimestre 2008, n°265.

en boucle et se livrent à un pilonnage qui a valeur de démonstration. « *Le public peut croire qu'il y a plusieurs journaux, mais il n'y a, en définitive, qu'un seul journal à la source duquel puisent tous les autres* ». La phrase est de Balzac, et date de 1840⁶. Nombreux sont les journalistes qui, consciemment ou inconsciemment, intériorisent les contraintes du système. Le sociologue Pierre Bourdieu a décortiqué les mécanismes de « *cette énorme bouillie homogène qu'impose le cercle (viciieux) de l'information circulant de manière circulaire*⁷ ». Ainsi en est-il du concept attrape-tout de « populisme », repoussoir appliqué à Chavez, Evo Morales, à Correa ... et qui évacue d'emblée toute analyse sérieuse des politiques menées. « *Non, Chavez n'est pas un 'dictateur', et le décrire comme un 'populiste autoritaire' ne nous dit strictement rien sur la nature concrète de son régime*⁸ ».

Pour mener cette guerre idéologique, les Etats-Unis ont même créé une fondation et une agence, véritables instruments de « guerre froide », destinés à contrôler la sphère globale de la communication. En 1983, le président Ronald Reagan mit sur pied la National Endowment for Democracy (NED), la Fondation nationale pour la démocratie. Le 14 janvier 1983, il signa une directive secrète donnant naissance à cette fondation, à des fins de « meilleur contrôle de la campagne globale pour la démocratie⁹ ». Moins discréditée que la CIA, cette fondation est en charge de la guerre idéologique¹⁰ et du suivi des médias. Elle héberge le secrétariat de la Center for International Media Assistance, une officine d'aide aux « médias libres », depuis dix ans. Selon un ancien officier de la CIA, elle travaille à la déstabilisation¹¹ du Venezuela « mais sans terrorisme ni embargo économique pour le moment ». De nombreux documents officiels attestent du financement, par la NED, d'ONG et de médias privés vénézuéliens¹². Une autre agence, supervisée par le Département d'Etat, l'United States Agency for International Development (USAID) finance « les intérêts » et les amis des Etats-Unis à l'étranger, subventionne des ONG, pénètre les sociétés civiles. L'avocate Eva Golinger estime que de 2001 à 2006, les deux agences ont investi plus de vingt millions de dollars au Venezuela, « en vue de fomenter des conflits et de semer l'instabilité au nom de la promotion de la démocratie¹³ ». La CIA dispose de l'accès au réseau de diffusion officiel des Etats-Unis ; elle inspire les campagnes de stigmatisation et de mésinformation¹⁴. La NED et l'USAID,

⁶ De VIRIEU, François-Henri, *La médiacratie*, Paris, Flammarion, 1990, p. 22.

⁷ BOURDIEU, Pierre, *Sur la télévision*, Paris, Ed. Raisons d'agir. Liber, 1996, p. 27.

⁸ SAINT-UPÉRY, Marc, *Le rêve de Bolivar*, Paris, Ed. La Découverte, 2007, p. 11.

⁹ www.ned.org/about/reagan/060882.html

¹⁰ CALVO OSPINA, Hernando, *Le Monde Diplomatique*, Paris, juillet 2007.

¹¹ AGEE, Philip, www.rebellion.org/cuba/030919agee.pdf

¹² GOLINGER, Eva, *Code Chavez. CIA contre Venezuela*, Esch-sur-Alzette (Luxembourg), Ed. Oser dire, 2006.

¹³ GOLINGER, Eva, *Code Chavez. CIA contre Venezuela*, Marco Pietteur éd., Luxembourg, 2006, p. 66.

¹⁴ FREUND, Andreas, *Journalisme et mésinformation*, Ed. La pensée sauvage, 1991, p. 124.

toutes deux liées à la CIA, assurent donc le lavage des cerveaux, en toute liberté. Pour le linguiste nord-américain, Noam Chomsky, « le contrôle des réseaux, la *global information dominance* » commande de nouvelles façons de faire la guerre, « une guerre propre », de nouvelles stratégies (le *soft power*) afin d'intégrer l'ensemble des nations au marché mondial¹⁵. Le philosophe Bernard Stiegler définit ce contrôle de l'inconscient des individus, ce pouvoir pris sur les consciences par les médias comme le « psycho-pouvoir¹⁶ ». Le « mimétisme médiatique¹⁷ » fonctionne comme une véritable police de la pensée, dans ce que certains appellent la « société de l'information globale ». Pour Serge Halimi, la pensée unique relève « d'un discours méprisant de caste et de classe », d'un « journalisme de marché¹⁸ ». Il démontre que cette pensée n'est pas neutre. Elle traduit en termes idéologiques à prétention universelle les intérêts du capital international, de ceux qu'on appelle « les marchés », c'est-à-dire les gros brasseurs de fonds¹⁹ ». Par conséquent, pour les élites dominantes, la seule politique possible, la seule pensée possible, est celle qui bénéficie aux marchés. Et celles-ci savent, lorsque cela s'avère nécessaire, fabriquer –pour reprendre le concept de Michel Collon- de gros « medias-mensonges²⁰ ». Andreas Freund préfère le concept de « mésinformation », plus large, à celui de « désinformation », plus restreint et moralisateur²¹.

Des médias-mensonges comme arme de déstabilisation politique

« Les guerres ne commencent pas par des bombes, mais par des médias-mensonges. C'est-à-dire que la désinformation est toujours une phase essentielle pour préparer la guerre ou la répression²² ». Nous n'aborderons pas ici la grossière manipulation par les médias français et espagnols (*El Mundo, El País, ...*) du putsch d'avril 2002. La revue de presse des 11, 12 et 13 avril est édifiante : elle justifie quasiment le « golpe » et célèbre le nouveau président fantoche Pedro Carmona (leader du MEDEF local). Nous examinerons une actualité plus récente.

L'adoption, en août 2009, par l'Assemblée nationale du Venezuela, d'une « Loi Organique d'Education » (LOE) a provoqué une avalanche médiatique anti-gouvernementale, relayée internationalement. Le discours de propagande se substitua à l'analyse. Le quotidien

¹⁵ CHOMSKY, Noam, *Le Monde Diplomatique*, Paris, août 2007.

¹⁶ STIEGLER, Bernard, *Economie de l'hyper matériel et psycho-pouvoir*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2008.

¹⁷ RAMONET, Ignacio, *La tyrannie de la communication*, Paris, Galilée, 1999, p. 31.

¹⁸ HALIMI, Serge, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Le Seuil, Liber-Raisons d'agir, 1997.

¹⁹ *Ibid.*, p. 46.

²⁰ COLLON, Michel,

http://www.michelcollon.info/index.php?access=MEDIAMENSONGES&option=com_content&Itemid=12

²¹ FREUND, Andreas, *Op. cit.*, p. 9-10.

²² COLLON, Michel, *Les sept péchés d'Hugo Chavez*, Bruxelles, Ed. Investig'action, 2009, p. 403.

socialisant espagnol *El País* du 07 septembre 2009, dénicha même une « loi bâillon » cachée dans la LOE, et *Le Monde* du 26 août 2009, fustigea une loi sur l'éducation « qui ouvre la voie à la censure de la presse ». Les deux très sérieux quotidiens ont emboîté le pas à l'éventail des médias vénézuéliens d'opposition, déchaînés contre une loi « perverse et coercitive²³ ». Le dénigrement caricatural n'a rien à voir avec le texte officiel de la loi, publiée au *Boletín oficial* du 15 août. Mais les dirigeants de l'enseignement privé, la très conservatrice Eglise, les associations de droite de parents d'élèves et d'étudiants, ont saisi le prétexte pour attaquer le gouvernement. Le cardinal Jorge Urosa a même fait dire dans toutes les églises un texte très hostile à la « Loi de mauvaise éducation²⁴ ». L'inspiration modérément laïque de la loi menacerait l'éducation religieuse et la liberté de culte²⁵. Les évêques considèrent que « l'enseignement religieux dans les écoles est un droit acquis et fait partie de l'identité nationale »²⁶. « Touche pas à mes enfants » titrent les médias²⁷. « On veut en finir avec l'enseignement privé et la liberté de la presse », « endoctriner nos enfants²⁸ ». Un classique du genre, déjà vécu à Cuba dans les premières années de la révolution. Le ministre de l'Education a même dû déclarer que, « contrairement aux rumeurs, le gouvernement ne retirerait pas la *patria potestad* (autorité parentale) aux parents²⁹. Et comble de la « cubanisation³⁰ », l'association d'usagers et les conseils communaux sont invités par la LOE à co-gérer le système. Selon le texte de la loi, l'Etat promeut des politiques « d'inclusion sociale éducative et des projets de développement endogène soutenable » (art. 5-3.c). *Summum* de l'autoritarisme, le budget des universités sera soumis au principe de la « démocratie participative et protagonique ». Et, comble de l'horreur universitaire, le recrutement, la nomination et l'évaluation des enseignants, seront soumis à des normes nationales.

Contrairement aux affirmations mensongères selon lesquelles « le gouvernement aura un contrôle absolu sur les universités³¹ », la loi garantit l'autonomie des universités (art. 33), la liberté de choisir entre le public et le privé, le financement par l'Etat des établissements privés sous contrat. Le gouvernement a augmenté l'aide à l'enseignement supérieur privé³²,

²³ *Últimas noticias*, Caracas, 08 août 2009.

²⁴ *El Nuevo País*, Caracas, 13 août 2009.

²⁵ *Notitarde*, Valencia, 13 août 2009.

²⁶ *El Nuevo País*, Caracas, 13 août 2009.

²⁷ *La Verdad*, Zulia-Maracaibo, 03 août 2009.

²⁸ *Últimas noticias*, Vargas, 13 août 2009.

²⁹ *Últimas noticias*, Caracas, 13 août 2009

³⁰ *La Verdad*, *Ibid.*

³¹ *El Nacional* Caracas, 10 août 2009.

³² Source : ABN/MPPE/CAB. 14 août 2009.

provoquant des grincements de dents chez les chavistes. L'Etat a même repris quelques petites universités privées en faillite.

Quant à la prétendue « loi bâillon » contre les médias vénézuéliens supposément inscrite dans la LOE, elle relève de la manipulation des articles 5 (4.c) : « L'éducation intégrale doit comporter une interprétation critique et responsable des médias », et 5 (6. art. 8) qui oblige les médias à concéder des espaces éducatifs. Un système d'éducation qui renoncerait à l'étude critique des médias, recommandée par tous les pédagogues, passerait à côté de ses responsabilités.

La LOE stipule que « *la doctrine de Simon Bolivar doit inspirer l'éducation* ». Ce point complexe mérite mieux que l'accusation « d'endoctrinement éducatif ». Cet appel à une sorte de consensus républicain, sur les valeurs partagées, a le mérite de souligner que l'école doit aussi former l'esprit et le futur citoyen. Le lynchage médiatique de la LOE prétendait en réalité dénaturer la dynamique des transformations démocratiques de l'éducation au Venezuela, l'ouverture aux plus défavorisés, la campagne d'alphabétisation, l'enseignement défini par la loi comme « un droit humain universel, un devoir social, fondamental, inaliénable, un bien public » (art. 4). Quant à la liberté d'expression, il existe au Venezuela environ 70 chaînes de télévision, dont 5 nationales et 500 radios appartenant pour l'essentiel au secteur privé. L'opposition possède environ 80% du spectre hertzien. Ajoutons à cela une quarantaine de partis politiques...

Il arrive même aux médias, gardiens du temple libéral, par anti-chavisme, de colporter des bobards au point de se ridiculiser. Sur le blog du *Monde*, on a pu lire, le 20 janvier 2010 : « Chavez accuse les Etats-Unis de provoquer le séisme en Haïti ». Le journaliste s'appuie sur le quotidien espagnol *ABC*, très conservateur, qui lui-même s'appuie sur une vidéo muette de la télévision russe *Russia Today*... du 30 décembre 2009, où l'on voit Hugo Chavez s'adresser à un parterre de militaires à propos de la politique énergétique du pays. D'après l'*ABC* du 20 janvier, la télévision vénézuélienne d'Etat aurait retransmis des propos du président selon lesquels la Marine nord-américaine aurait testé « un tremblement de terre expérimental ». *Le Monde* voit dans cette accusation contre les Etats-Unis la volonté du Venezuela « d'étendre son influence sur la région Caraïbe ». Le 22 janvier 2010, le *Journal du Dimanche* en rajoute sur « les divagations de Chavez ». Après enquête, il s'avère que l'affaire a été montée à partir d'un article fumeux paru sur le site de la chaîne d'Etat *Vive Tele*...comme si le courrier des lecteurs engageait un gouvernement. Chavez mène la guerre aux médias s'insurge *El País* du 22 août 2010, parce qu'un Tribunal pour mineurs a demandé au quotidien d'opposition *El Nacional* de ne pas publier, en une, une photo horrificante de

cadavres entassés à la morgue de Caracas. Les médias-mensonges ne s'embarrassent d'aucune déontologie. Chavez doit être « paranoïaque », « fou », « censeur », et peu important l'amalgame et l'éthique journalistique. En juillet 2010, le gouvernement équatorien du président Correa a essuyé lui aussi une campagne de ce type lors d'une Loi de Réforme de l'Enseignement supérieur, approuvée le 04 août 2010.

***El País* et la veste en cuir du président Morales**

La « médiocratie » libérale vise les mêmes cibles : tous ceux qui cherchent des alternatives au néolibéralisme : présidents, mouvements sociaux, peuples indiens, etc. Elle n'hésite pas, s'il le faut, à se contredire. Que n'a-t-on pas entendu comme louanges lorsque le 18 décembre 2005 fut élu avec 53,74% des voix le « premier président indien » de l'histoire d'une Bolivie en majorité indienne (62%) ? Quelques mois plus tard, ce même président sera satanisé lorsqu'il appliquera son programme et prendra le contrôle des hydrocarbures (1^{er} mai 2006). Dès lors, l'Indien devint « populiste », « indigéniste », « ethniciste », « inféodé à Chavez », « communiste »... Les très majoritaires médias d'opposition, dont alors trois quotidiens boliviens du groupe espagnol *Prisa*, qui édite également *El País*, épousèrent les intérêts de classe des multinationales et de l'oligarchie. A-t-on déjà vu une oligarchie perdre son hégémonie sans recourir à la violence, à la subversion ?

La palme de la myopie politique revient au journaliste du *Monde* Paulo A. Paranagua, envoyé spécial à La Paz, pour couvrir la Présidentielle du 06 décembre 2009 (62% des voix pour Morales). Il écrit la veille : « Pendant combien de temps les changements symboliques prendront-ils le pas sur les améliorations réelles des conditions de vie des Boliviens³³ ? ».

Le processus constituant bolivien, l'élaboration et l'adoption d'une Constitution « pluri-nationale, multi-culturelle, décentralisatrice », ont donné lieu en France et en Espagne à un florilège de mensonges médiatiques. Pour *El País* du 08 décembre 2009, « la tentation autoritaire du régime indigéniste est indéniable » ; le quotidien en profite au passage pour taxer le projet chaviste « d'entéléchie populiste ». Il est surprenant que l'offensive la plus constante et virulente contre Hugo Chavez et Evo Morales soit menée par deux quotidiens référentiels de centre-gauche, *Le Monde* et *El País*. Ne s'agit-il pas, au-delà de l'Amérique latine, de crédibiliser la politique du Parti socialiste français et du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, ralliés au néo-libéralisme, de discréditer toute alternative de rupture ? Il faut ancrer dans les esprits qu'il n'y a pas d'autre politique possible que la gestion du capitalisme.

³³ *Le Monde*, Paris 15 décembre 2009.

L'agressivité médiatique n'est que la feuille de vigne qui cache une défense farouche de l'ordre social existant.

Le journaliste du *Monde*, P. Paranagua, n'en finit pas de régler des comptes avec des protagonistes des changements en cours dans plusieurs pays. Le jour même du référendum révocatoire (10 août 2008), ce spécialiste écrivait avec mépris :

« Depuis son élection à la présidence de la Bolivie, en décembre 2005, le pouvoir a métamorphosé Evo Morales : il met des vestes en cuir discrètement décorées aux couleurs andines [...] Evo est un caudillo narcissique [...] L'Assemblée constituante montre l'incompétence et l'arrogance des partisans de Evo Morales qui ne cessent de perdre des pans entiers de leur électorat [...] Aujourd'hui, Evo Morales est contesté par la droite, débordé par l'extrême gauche, et lâché par une bonne partie de ses électeurs ».

Lorsque l'on sait qu'il obtint 67,4% des suffrages au référendum révocatoire, on reste stupéfait devant une telle clairvoyance. Ce même 10 août 2008, le socialisant *El País* inventait un bras de fer entre un prétendu « centralisme indigéniste » (à l'encontre de l'esprit et du texte de la Constitution), et la « décentralisation libérale », taxant avec élégance Evo Morales de « caudillo régional ».

L'article 1 de la nouvelle Constitution bolivienne stipule que le pays se constitue en « état unitaire, social, de droit, pluri-national, communautaire, libre, autonome et décentralisé, indépendant, souverain, démocratique et interculturel ». Le MAS, parti du président, est favorable à une décentralisation généralisée, qui ne profite pas qu'aux départements mais également aux provinces, aux communes, et aux « nations autochtones »³⁴. Les « autonomistes » sont en fait des séparatistes, les riches blancs des départements opulents du « Croissant oriental ».

El País du 21 septembre 2008 n'hésite pas à renverser les termes d'un conflit qui opposerait « l'autonomie contre le centralisme, le développement économique contre une société agraire principalement basée sur la coca, le libéralisme contre l'interventionnisme de l'Etat, la modernité sociale et culturelle contre l'indigénisme ». Nous ne sommes pas loin d'une vision raciste, colonialiste, opposant la « barbarie », « l'autre », le dangereux, les « peuples premiers », aliénés, à la « civilisation » portée par les élites blanches.

Au Venezuela, avant même de connaître le résultat du référendum révocatoire, *El País* du 11 août 2008 annonçait de « graves irrégularités considérées comme normales par tout le monde ». Ces « irrégularités » ne seront pas confirmées, mais l'essentiel était bien de semer le doute. Hugo Chavez a gagné démocratiquement, depuis 1998, 14 élections sur 15. *El País* du même jour pousse encore plus loin la perversion. Clichés et caricatures racialisent le conflit

³⁴ ROUQUIÉ, Alain, *A l'ombre des dictatures*, Paris, Ed. Albin Michel, 2010, p. 228.

social. Les opposants boliviens se voient généreusement qualifiés de « fédéralistes, occidentalistes, girondins », alors que les partisans du régime sont assimilés à des « centralistes indigènes, des étatistes, des indigénistes, des communautaristes ». Implicitement apparaît la thèse néo-conservatrice du « conflit de civilisation ». Ces contrevérités, efficaces, ne résistent pas à une analyse sérieuse. La nouvelle constitution bolivienne « établit quatre niveaux d'autonomie : indienne, provinciale, régionale et nationale. L'opposition « autonomiste » que soutient *El País* a participé pendant vingt ans à tous les gouvernements centralistes, y compris dictatoriaux, et maintenu un modèle de colonialisme interne. Mais plus le mensonge est gros, plus il a de chance de faire mouche.

La haine de classe

Il est difficile de comprendre l'hostilité farouche de *El País* à l'égard des gouvernements de gauche latino-américains, sans rappeler l'omniprésence des multinationales et des banques espagnoles dans ces pays. Ces entités ont été directement affectées par les mesures prises par les nouveaux gouvernements afin de récupérer leurs ressources naturelles, les secteurs clé de l'économie, bradés par les gouvernements précédents. Le 26 juillet 2010, par une Loi sur les hydrocarbures, le gouvernement équatorien a pris le contrôle du secteur et imposé de nouveaux contrats aux multinationales pétrolières. Après la nationalisation (fin octobre 2008), par le gouvernement argentin, du système privé des fonds de pensions de retraites, (mesure traitée de « sottise » par *El País* du 23 octobre 2008), le titre de la major espagnole Repsol chuta de 15%, celui de Gamesa de 22,30% et celui des banques espagnoles Santander et BBVA de 9,91% et 9,10% respectivement. Dans un éditorial du même jour, à forte odeur de pétrole, le quotidien espagnol reprend les arguments des marchés : la nationalisation « discrédite le pays » ; elle est une « erreur économique ». Le groupe pétrolier Repsol avait réussi à s'emparer du pétrole argentin et d'une partie du gaz bolivien, avant les nouvelles politiques souverainistes mises en place.

Au Venezuela, selon *Le Monde* du 27 août 2008, pour répondre à la crise du logement, Chavez a nationalisé les cimentiers, dont le groupe français Lafarge. Le président Hugo Chavez a également contraint les grandes entreprises pétrolières, parmi elles Total et Repsol, à renégocier les contrats, à devenir des actionnaires minoritaires de la production de brut de l'Orénoque. Ceci explique cela. La liberté de la presse s'arrête là où commence celle des multinationales. Le pouvoir médiatique, aux mains de quelques grands groupes capitalistes, s'érige en chien de garde du pouvoir économique. La guerre médiatique prolonge en fait la

guerre économique et sociale. « Que défendons-nous, interroge le prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel, la liberté de presse ou la liberté d'entreprise³⁵ ? »

L'un des hommes les plus riches d'Amérique du sud, le Vénézuélien Gustavo Cisneros, poursuivi par la justice, possède un empire médiatique, dont la plus importante télévision vénézuélienne, *Venevision*, acteur médiatique de premier plan lors du putsch d'avril 2002 contre Hugo Chavez. Cisneros a noué un partenariat stratégique avec le holding international *Prisa*, qui lui-même est actionnaire du *Monde*³⁶. *Prisa*, premier groupe de communication, de loisirs, d'éducation, et d'entreprises digitales en langues espagnole et portugaise, grande multinationale proche du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, contrôlé jusqu'ici par la famille Polanco, possède notamment *El País*, la première radio *Cadena SER*, *Tele Cuatro*, le bouquet satellite *Digital +*, etc., d'importantes entreprises d'édition (Alfaguara, Aguilar, Taurus, Santillana) et de nombreux médias en Amérique latine. Le 06 mars 2010, le groupe a confirmé l'arrivée dans son capital d'investisseurs anglo-saxons majoritaires : le Fonds d'Investissement Liberty Acquisition Holdings. A l'issue de l'opération, les actionnaires de Liberty détiendront 70% des titres de PRISA, selon *Le Monde* du 08 10 2010. Le conseiller officieux de Nicolas Sarkozy, Alain Minc, entre au conseil d'administration du groupe.

En Bolivie, le président Morales a mis fin à douze ans de monopole du groupe *Prisa*, à travers les éditions Santillana, sur les manuels scolaires et le Programme de réforme éducative ; *Prisa* arrosait au passage quelques politiciens. Morales a dénoncé ce monopole comme « une forme d'imposition coloniale dans la formation de nos étudiants³⁷ ». Devant l'ampleur des changements en Bolivie, il semble que le groupe a opté pour une stratégie de désengagement afin de préserver ses intérêts. Trois quotidiens boliviens, *La Razon*, et *Extra* (La Paz), *El Nuevo Diario* (Santa Cruz), récemment vendus, la chaîne de télé *ATB* et le portail *internet bolivia.com* appartenaient au groupe *Prisa*. Le holding *Prisa* a dû céder du terrain en Bolivie et au Venezuela. On comprend dès lors que *El País* adopte comme ligne éditoriale la défense des intérêts de son entreprise éditrice, et qu'il collabore en cela étroitement avec *Le Monde*, dont il est actionnaire à 15% ; *Le Monde*, vendu en juin 2010 à trois patrons (Niel, Pigasse, Berger) socio-libéraux dont les médias ne sont pas l'activité principale. Ils possèdent 60% de la structure qui détient *Le Monde*. Le pouvoir économique contrôle le pouvoir médiatique.

³⁵ PEREZ ESQUIVEL, Adolfo, « La Minga en movimiento », Buenos Aires, 03 septembre 2009.

³⁶ COLLON, Michel, *Les sept péchés...*, *Op. cit.* (note 22), p. 362-363.

³⁷ <http://www.diagonalperiodico.net>, PAVEL, Roderick, La Paz, 13 juillet 2009.

Les politiques des « gouvernements bolivariens », ont modifié les règles du jeu économique. Les groupes espagnols Repsol, Telefonica, les banques BBVA et de Santander (dont la filiale Banco de Venezuela a été expropriée par Hugo Chavez, le 20 mars 2009), le français Total, ont dû accepter une répartition des bénéfices plus équitable, majoritairement favorable aux pays producteurs. A l'évidence donc, l'agressivité des médias dominants traduit et prolonge la guerre économique que livrent les multinationales pour défendre leurs intérêts. « Les médias, entre autres fonctions, jouent le rôle de serviteurs et de propagandistes des puissants groupes qui les financent³⁸ ». Au nom de la liberté de la presse, ils défendent la liberté d'entreprise. L'ultra conservateur romancier Varga Llosa déplore, dans *El País* du 14 juin 2009, que l'offensive contre le secteur privé soit « vertigineuse ». Est « totalitaire », quiconque touche aux intérêts des oligarchies, au sacro-saint marché.

Le « gorille rouge »

L'une des règles de la « propagande de guerre » consiste à diaboliser l'adversaire, à le disqualifier politiquement, à lui fabriquer une image repoussoir (Chavez « mélange, en vrac, du messianisme populiste, et d'autocratie militaire », *Libération*, 13/08/2004), à le nier dans son être. « Une mise à mort ontologique, doublée d'une mise à mort sémiotique³⁹ ». Le mythe du monstre, qui incarne le mal absolu et dont il faut se débarrasser, fonctionne à plein⁴⁰. Le dénigrement débouche sur l'appel au meurtre. « Chavez doit mourir comme un chien perdu, parce qu'il le mérite » écrit *El Nacional* (Caracas) le 25 juillet 2004. Le 25 octobre, depuis les Etats-Unis, dans un programme télévisé de la chaîne 22 de Miami, l'acteur et homme de médias Orlando Urdaneta lançait : « le problème vénézuélien se solutionne avec un fusil à mire télescopique⁴¹ ».

La propagande de guerre va jusqu'à l'animalisation : « quant à Chavez lui-même, les sobriquets insultants ne manquent pas, tendant généralement à l'allusion raciale et à l'animalisation, comme le 'gorille de Sabaneta' (son lieu de naissance), ou 'el mico-mandante', autre jeu de mots, jouant sur l'ambiguïté phonétique entre « mon commandant » (« mi comandante ») et « le singe ('el mico') en chef ('mandante')⁴² ». D'origine populaire, métissé d'Indien et de Noir, Hugo Chavez a tout pour inspirer le dégoût bourgeois aux élites blanches envers les classes populaires. Des sites, des blogs, distillent la haine... Chavez serait

³⁸ CHOMSKY, Noam ; HERMAN, Edward, *La fabrique du consentement*, Marseille, Ed. Agone, 2008, p. 9.

³⁹ IMBERT, Gérard, *Le discours du journal El País*, Paris, Ed. du CNRS, 1988, p. 185.

⁴⁰ GIRARDET, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Ed. Le Seuil, 1986.

⁴¹ LEMOINE, Maurice, *Menaces sur le président vénézuélien*, 09 mars 2005, blog du *Monde diplomatique*.

⁴² SAINT-UPÉRY, Marc, *Op. cit.* (note 8), p. 90.

« un nègre aux grosses lèvres », « *un australophiticus hugochavensis*⁴³ ». Par une typification animale, on va jusqu'à dénier au président l'ensemble des attributs de l'humanité. Son altérité s'en trouve niée. Il ne reste plus qu'à éliminer la bête, les médias ont préparé le terrain. La violence des propos relève de préjugés de classe et de race. Au soir du coup d'Etat du 11 avril 2002, le vice-amiral putschiste, Victor Ramirez, félicita les médias en direct sur *Venevision*. « On a eu une arme capitale : les médias⁴⁴ ». Le décret instaurant une dictature fut signé, entre autres, par le président de la Chambre privée de radio-diffusion, Miguel Angel Martinez. Au Venezuela, en Bolivie, en Equateur ..., la quasi-totalité des médias, opposés au « régime », se substituent aux partis politiques traditionnels décrédibilisés ; ils ne supportent pas que les pauvres soient désormais devenus « visibles ». Depuis toujours, ils considèrent les quartiers populaires comme une « zone rouge » peuplée de « classes dangereuses, d'ignorance, de délinquance, et, les trouvant sans doute trop peu photogéniques, en ignorent avec dédain les leaders populaires et les organisations⁴⁵ ».

El País, *Le Monde*, *Libération*, relaient les campagnes de ces médias d'opposition (*El Nacional*, *El Universal*, ...), et fonctionnent, eux aussi, sur le registre de la disqualification, de la caricature. En voici quelques exemples :

Le Figaro

18/08/2004, Alexandre Adler, éditorialiste omniscient, qualifie élégamment Chavez de « gorille bolivarien », de « populiste antisémite », et son régime de « dictature rouge brune ».

El País

14/12/2008 « Le pouvoir et le délire », « un projet viscéralement fasciste »
 05/02/2009 « De l'antisémitisme bolivarien »
 17/02/2009 « Chavez accapare tout le pouvoir »
 16/05/2009 « Caudillo Chavez »
 01/08/2009 « Le Waterloo du chavisme ? »
 03/08/2009 « Le Venezuela muselé »
 30/08/2009 « Protester au Venezuela sera un délit »
 08/09/2009 « Bâillons légaux »
 16/10/2009 « Chavez présente des symptômes de délire idéologique », « il encense parfois Pinochet, et d'autres fois Hitler ».
 23/10/2009 « Chavez militarise les Vénézuéliens »
 12/11/2009 « Chavez dépasse les limites »
 17/11/2009 Chavez « chasseur de crocodile ? » « Le caudillo narcissique-léniniste du Venezuela »
 15/12/2009 « L'argent, l'amour et Chavez »
 13/03/2010 Chavez « pseudo-gauchisme raciste »

⁴³ Inclopedia.wikia.com/wiki/hugo, 06 juin 2007.

⁴⁴ COLLON, Michel, *Op. cit.* (note 22), p. 351.

⁴⁵ LEMOINE, Maurice, « Dans le laboratoire du mensonge au Venezuela », *Le Monde Diplomatique*, Paris, août 2002.

Le Monde

11/09/2003 « Hugo Chavez ou l'anti-Lula »

08/01/2007 Le Venezuela va créer « un parti unique »

26/08/2009 « Au Venezuela, une loi sur l'Education ouvre la voie à la censure de presse »

08/06/2009 « une loi gestapo obligeant les Vénézuéliens à collaborer avec les services secrets »

26/10/2009 « Hugo Chavez augmente de 638% le budget présidentiel du Venezuela ». Hugo Chavez gaspillerait l'argent public. En fait, la somme véritable représente 1% du budget total et inclut les dépenses des « missions sociales ».

Il s'agit de fabriquer une image détestable de H. Chavez afin de préparer l'opinion à tout nouveau coup de force, à de nouvelles tentatives de déstabilisation. Cette stratégie factieuse des médias a débouché sur le coup d'Etat du 11 avril 2002, soutenu par la plupart d'entre eux. Les campagnes haineuses visent à empêcher toute réflexion sereine, lucide, sur le processus de « révolution bolivarienne ». La machine à mentir et à diffamer ne pardonne pas à Chavez d'avoir réhabilité le mot et le concept de « socialisme » (Discours du 30 janvier 2005 au Ve Forum Social Mondial de Porto Alegre).

Les mécanismes de la diabolisation, de la monstrualisation de l'adversaire, font appel à l'irrationnel, aux bas instincts. Ils stigmatisent toute différence, toute pensée en disconformité avec celle du marché. L'ultra-libéral romancier péruvien Mario Vargas Llosa, qui fut candidat de droite à la présidence du Pérou, mène régulièrement la charge dans les colonnes de *El País*, sans trop de scrupules langagiers. Dans une chronique poubelle du 09 mars 2008, il disserte sur les « pitreries » du fort peu diplomate Chavez, sur « son ignorance et sa mégalomanie », son « galimatias socialiste ». Quelques semaines plus tard (01 juin 2008), le même auteur fulmine contre les « obstacles, qui, dans les pays du Tiers monde, sont dressés contre l'initiative privée et la liberté par l'étatisme, le naturalisme économique, le collectivisme, et les idéologies anti-marché ». Le discours apparaît on ne peut plus explicite : la liberté, c'est d'abord la liberté d'entreprise, la liberté du marché, celles-là mêmes que menacent en Amérique latine de plusieurs gouvernements : Venezuela, Bolivie, Equateur, Paraguay, Brésil, Nicaragua, Cuba, Uruguay ... qui cherchent précisément à desserrer l'étau du marché.

Eurocentrisme et déni d'altérité

Dès qu'elles ne bénéficient plus d'un consensus majoritaire, les élites néo-libérales recourent à la violence, au déni d'altérité. Elles identifient leurs intérêts aux « monde libre », à « l'occident ». Ce rejet par les nantis des peuples de la périphérie, ce mépris de classe, ce

refus de toute vision sociétale autre que l'économie de marché, porte en lui des contradictions explosives. La lecture néo-libérale et eurocentrique du monde repose sur le vieux complexe colonial de supériorité. Elle ne permet pas de prendre en compte la complexité des événements ni de répondre à la crise systémique du capitaliste. Selon le politologue égyptien, Samir Amin, l'eurocentrisme fonctionne sur des préjugés et agit comme « une force déformante dans les diverses théories sociales proposées »... Cet occident de toujours, [...] propose une homogénéisation du monde qu'il ne peut réaliser⁴⁶ ».

Tous ceux qui ne partagent pas les valeurs imposées par le « moi central », par « l'Empire », deviennent de nouveaux barbares, des terroristes, des dictateurs, des populistes, des singes, des fous. Le centre décide qui relève du « monde libre », et qui de « l'empire du mal », de « l'Etat voyou ». Quiconque rejette ces catégories et grilles de lectures discriminatoires, quiconque refuse de se regarder dans le miroir déformé et déformant du centre, devient une menace. Cet altéricide est l'une des armes des dominants face aux luttes des dominés.

⁴⁶ AMIN, Samir, *Modernité, religion et démocratie*, Saint-Just-la-Pendue, Ed. Paragon, mai 2008, respectivement p. 153 ; p. 152 ; p. 144.